



Conseil économique et social

Distr.: Limitée
28 mars 2001

Français
Original: Anglais

Commission des stupéfiants

Quarante-quatrième session
Vienne, 20-29 mars 2001
Point 8 de l'ordre du jour

Projet de rapport

Additif

Rapporteur: M. Hae-moon **Chung** (République de Corée)

Directives de politique générale pour le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues

A. Déroulement du débat

1. La Commission a entamé l'examen du point 8 de l'ordre du jour intitulé "Directives de politique générale pour le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues" (premier point du segment opérationnel), à sa 1204^e séance, le 26 mars 2001. Elle était saisie à cette fin du rapport du Directeur exécutif sur les activités du PNUCID (E/CN.7/2001/7).
2. À la 1204^e séance, le 26 mars, le Directeur exécutif a présenté son rapport et exposé les orientations stratégiques du PNUCID et ses nouvelles priorités établies pour aider les États Membres à mettre en œuvre les plans d'action et les mesures adoptés par l'Assemblée générale à sa vingtième session extraordinaire.
3. Après cette déclaration liminaire, des déclarations ont été faites par les représentants de la Suède (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne), du Japon, de l'Autriche, des États-Unis d'Amérique, du Sénégal, du Portugal, de l'Égypte, de la Chine, de l'Espagne, du Canada, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Mexique et de l'Australie.

B. Délibérations

1. Segment opérationnel

4. Le segment opérationnel de l'ordre du jour de la Commission offrait à tous les États Membres une occasion appréciable de participer à l'élaboration des politiques du PNUCID et de rendre le Programme mieux à même de remplir son mandat, en particulier à la suite de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Ce segment devrait devenir le cadre principal d'une discussion de fond sur les priorités, les politiques, les crédits budgétaires et les activités du PNUCID entre tous les États Membres, qu'ils soient donateurs ou donateurs potentiels au Fonds du PNUCID, ou encore pays bénéficiaires. L'examen des directives de politique générale devrait comprendre un débat approfondi sur le budget du Fonds. Il a été proposé que, pour l'essentiel, le segment opérationnel soit reflété dans une résolution.

2. Rapport sur les activités du PNUCID

5. Le Directeur exécutif a été félicité pour son rapport complet sur les activités du PNUCID, qui donnait une vue d'ensemble de l'orientation stratégique du Programme et des activités entreprises à l'appui des efforts déployés par la communauté internationale pour mettre en œuvre la stratégie globale convenue par l'Assemblée générale à sa vingtième session extraordinaire. Ce rapport constituait une bonne base pour discuter des domaines prioritaires d'action et aider la Commission à donner au PNUCID de grandes directives de politique générale pour ce qui touchait aux questions opérationnelles. Plusieurs représentants ont réaffirmé que le Programme avait un rôle central à jouer dans l'action mondiale de lutte contre les drogues illicites et l'ont félicité pour les importants progrès réalisés. Comme le problème de la drogue constituait une sérieuse menace pour les gouvernements et les sociétés, il fallait s'y attaquer avec toute la vigueur et l'efficacité voulues. C'est pourquoi les États Membres avaient tout intérêt à faire en sorte que le PNUCID puisse remplir son mandat le mieux possible. Certains représentants ont estimé qu'il fallait que le rapport contienne plus d'informations sur l'état d'avancement des projets et propose des orientations de politique générale pour examen par la Commission, qui serait alors à même de donner au PNUCID des directives plus spécifiques.

3. Rôle du PNUCID

6. En tant que centre mondial d'expertise pour le contrôle des drogues, le PNUCID devrait continuer de promouvoir le recours à des techniques novatrices pour réduire l'offre illicite, freiner la demande de drogues illicites et lutter contre le trafic. Il devrait aider les gouvernements à concevoir, en matière de drogues, des politiques nationales qui respectent un équilibre approprié entre la réduction de la demande et la réduction de l'offre, et encourager la mise au point et l'application de plans nationaux de contrôle des drogues. Il faudrait que le PNUCID se fasse le champion mondial de la lutte contre le problème de la drogue, qu'il joue un rôle de catalyseur pour faire mieux connaître les risques auxquels ce problème expose et donne un nouvel élan à l'engagement politique de s'attaquer au problème. Le Programme devrait continuer de renforcer son rôle de coordonnateur central des mesures internationales de contrôle des drogues. Étant donné que, dans de nombreux

pays, le problème de la drogue était lié à la pauvreté, il faudrait que les politiques de contrôle s'intègrent dans le cadre plus large du développement économique. À cet égard, le PNUCID a été félicité des efforts qu'il a poursuivis pour que les questions relatives au contrôle des drogues soient inscrites au programme de travail d'autres organismes des Nations Unies et de sa participation active aux nouvelles activités de programmation au niveau des pays que sont le bilan commun de pays et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Pour encore plus d'efficacité, il faudrait que le PNUCID entame, suffisamment à l'avance, des consultations approfondies avec toutes les parties intéressées pour faire en sorte que ses projets répondent aux priorités et aux besoins des États Membres et qu'ils bénéficient, dès le début, d'un appui financier adapté, de façon à rester viables. À cet égard, la Commission s'est félicitée de la nouvelle politique de financement des projets adoptée par le Programme.

4. Priorités du PNUCID

7. Plusieurs représentants ont estimé que le PNUCID devrait aider en priorité les gouvernements qui s'étaient clairement engagés à lutter contre le problème de la drogue et qui entreprenaient des programmes et des activités en vue de remplir les obligations qui leur incombent en vertu des traités et de mettre en œuvre les plans d'action et les mesures adoptés par l'Assemblée générale à sa vingtième session extraordinaire. Le PNUCID a été félicité pour avoir étendu encore ses activités en matière de réduction de la demande, notamment en direction des jeunes, et pour l'utilisation qu'il faisait des technologies modernes en vue de diffuser les meilleures pratiques, assurer une formation et échanger des informations. Il faudrait accorder plus de place aux activités de réduction de la demande, ce qui pouvait se traduire par le renforcement de la capacité du PNUCID de réduire la demande et par l'établissement de relations de travail avec des institutions spécialisées, en particulier l'Organisation mondiale de la santé. Le PNUCID a été félicité pour sa participation de plus en plus active à des programmes associant les mesures tendant à réduire l'abus des drogues et la lutte contre le VIH/sida. Il a été invité à collaborer plus étroitement avec les pays où la consommation de drogues par injection était la principale cause de l'épidémie de VIH/sida, en Afrique particulièrement.

8. La Commission a souscrit aux initiatives prises par le PNUCID pour qu'une attention accrue soit accordée au problème des drogues illicites en Afrique, problème intimement lié à l'éradication de la pauvreté. Les politiques de contrôle des drogues de plusieurs pays africains devraient être intégrées dans un cadre plus large de développement économique, en particulier pour ce qui était des programmes visant à réduire la culture illicite de cannabis et à promouvoir les activités de substitution. Il fallait davantage encourager la collecte et l'analyse d'informations afin de disposer d'une solide base de connaissances qui permette d'élaborer des programmes et des projets adaptés pour s'attaquer à ce problème. Plusieurs représentants ont engagé le PNUCID à assigner un plus haut rang de priorité au problème de la drogue en Afrique.

9. Au vu de la progression inquiétante de la fabrication illicite, du trafic et de l'abus de drogues synthétiques, notamment de stimulants de type amphétamine, le PNUCID a été exhorté à accorder un rang de priorité plus élevé à l'aide apportée aux gouvernements pour lutter contre le problème posé par ces substances au niveau mondial. Un soutien massif a été exprimé en faveur de l'approche régionale adoptée

par le PNUCID pour lutter contre le problème mondial de la drogue. En lançant de nouveaux projets dans de nombreuses régions du monde et en visant différents secteurs, le PNUCID avait joué un rôle efficace en appuyant l'action des pouvoirs publics en encourageant la coopération régionale et sous-régionale, en particulier en Asie centrale, en Asie du Sud-Est et en Afrique.

5. Gestion

10. Plusieurs représentants ont appuyé les mesures prises par le PNUCID pour renforcer sa gestion administrative, sa gestion des projets et sa gestion financière afin de gagner en transparence et en efficacité. Il a été pris note avec satisfaction des efforts entrepris pour réorganiser les projets d'assistance technique selon quatre thèmes s'appliquant aux programmes nationaux, régionaux et mondiaux. Certains représentants ont estimé que d'autres améliorations étaient nécessaires pour que le PNUCID parvienne à un meilleur niveau d'efficacité. Il faudrait que la Commission suive la mise en œuvre des mesures relatives à la gestion pour faire en sorte que le Programme fonctionne efficacement et que les fonds versés soient utilisés au mieux. Plusieurs représentants ont noté avec satisfaction les mesures d'ensemble qui avaient été prises pour améliorer les méthodes de travail internes, l'évaluation des programmes et la mise en place d'un nouveau système d'information sur la gestion financière.

11. Plusieurs représentants ont mis en avant l'importance que leurs gouvernements attachaient à l'examen de l'Office pour le contrôle des drogues et la prévention du crime du Secrétariat qu'avaient entrepris le Bureau des services de contrôle interne et les vérificateurs externes des comptes. Ils ont souligné qu'il était indispensable que la réforme de la gestion soit intégralement mise en œuvre, ce qui contribuerait à augmenter encore l'appui financier accordé au Programme, s'agissant en particulier des ressources à des fins générales.

6. Suite à donner

12. La Commission a prié le PNUCID de l'informer, à sa quarante-cinquième session, des mesures qu'il aura prises pour améliorer son dossier de projets d'assistance technique et également d'engager un processus de consultations plus étroites avec les États Membres aux fins de la conception et du suivi des projets. Pour améliorer la situation, il faudrait que le PNUCID mette en place un mécanisme transparent de conception et de suivi des projets qui tienne compte des priorités des pays bénéficiaires et des autres parties prenantes, ainsi que de la viabilité de l'appui financier. Pour y parvenir, il était nécessaire de renforcer le dialogue entre tous les États Membres, mais plus spécialement entre les pays donateurs, les pays bénéficiaires et le PNUCID. L'initiative du Programme tendant à créer un Comité d'examen des programmes et des projets et le projet de principes directeurs relatifs à l'utilisation des contributions à des fins générales répondaient à certaines des préoccupations exprimées.

13. Le Programme a été invité à renforcer son système d'évaluation des projets, notamment pour ce qui était d'évaluer l'impact de ces derniers sur la réduction des cultures illicites, ainsi que de l'offre et du trafic de drogues illicites. Plusieurs représentants ont félicité l'actuel groupe des évaluations pour son travail. On a souligné qu'une évaluation transparente et impartiale des projets, réalisée en particulier par des spécialistes externes, encouragerait les donateurs à poursuivre

leur appui. Il faudrait que les conclusions des évaluations de projet soient communiquées en temps voulu à toutes les parties prenantes, y compris aux gouvernements des pays bénéficiaires et des pays donateurs.
